

#MeToo : mis en cause dans une enquête, Darius Rochebin se met en retrait de LCI «quelques jours»

L'ex-présentateur phare du journal télévisé suisse est accusé de comportements déplacés par une enquête du *Temps*.

Par **Wladimir Garcin-Berson** et **Enguérand Renault**

Publié il y a 6 heures, mis à jour il y a 5 heures



Visé par ces accusations, Darius Rochebin a répondu aux journalistes par l'intermédiaire de son avocat, contestant «fermement s'être livré à des actes pénalement répréhensibles». *Le Figaro*

Trois ans après l'affaire #MeToo, une enquête du média suisse *Le Temps* vient ébranler une nouvelle icône médiatique. Ce samedi 31 octobre, un article du quotidien a mis en lumière des comportements sexistes et troublants au sein de RTS, la Radio télévision suisse. Après plusieurs

mois de recherches, les trois auteurs de l'enquête dénoncent «*des comportements pour le moins problématiques de la part de plusieurs collaborateurs du service public*». Ces actions sont survenues «*à partir du début des années 2000*» et certaines étaient connues par les équipes de RTS, ajoutent les journalistes.

Le cas le plus frappant concerne une «*star*» du petit écran helvétique, Darius Rochebin. Le journaliste, ancien présentateur du journal télévisé de RTS et désormais sur LCI est soupçonné de comportements «*inadéquats*», dont des «*mains glissées sous les chemises de collègues masculins, allusions salaces récurrentes ou encore proximité avec de jeunes hommes*».

Une collaboratrice l'ayant croisé dans un couloir raconte : «*subitement, il a pris mon visage dans ses mains et a essayé de m'embrasser. Je l'ai immédiatement repoussé. Il est parti de manière furtive, sans me regarder ni présenter d'excuses*». Une autre se souvient d'un moment survenu peu après le Nouvel an 2006 : «*Il s'est approché de moi, je l'ai pris par l'épaule pour lui faire la bise, il a saisi ma main libre et l'a fermement posée sur ses parties génitales*».

Le présentateur est aussi accusé d'utiliser son influence pour rencontrer des étudiants d'une vingtaine d'années, avec lesquels il a des relations ambiguës. Il aurait également créé de faux profils de jeunes femmes sur Facebook pour «*entrer en contact avec de jeunes hommes*». Il se serait servi de ces profils pour «*obtenir des informations sur leur vie privée et orchestrer des rendez-vous*», révèle *Le Temps*. Les conversations pouvaient aussi prendre une autre tournure : «*Sous les traits de [ces faux comptes], le présentateur cherche même à entraîner ses interlocuteurs sur le terrain de la critique insultante envers lui-même*», ajoute l'enquête.

Darius Rochebin se met à l'écart «*quelques jours*» de LCI

Visé par ces accusations, Darius Rochebin a répondu aux journalistes par l'intermédiaire de son avocat, contestant «*fermement s'être livré à des actes pénalement répréhensibles*». «*Jamais je n'ai fait l'objet d'une plainte. Jamais je n'ai eu de relation non consentie ou illicite. Je me battraï donc contre les amalgames, les ragots ou les insinuations dont je suis victime et j'examine avec mon avocat la suite judiciaire que je donnerai*», a-t-il réagi, se disant «*choqué par le récit malveillant*» du Temps, qu'il juge «*émaillé de propos anonymes*». «*Jamais je n'en ai fait une position de pouvoir. Je n'ai d'ailleurs jamais exercé d'autorité hiérarchique. C'est dire combien il est faux que j'ai pu obtenir des échanges de faveurs et imposer une loi du silence pour couvrir des comportements illicites, s'ils avaient existé*», conteste-t-il.

Actuellement présentateur d'une émission sur LCI, *Le 20h de Darius Rochebin*, diffusée du lundi au jeudi entre 20h et 21h15, le journaliste ajoute avoir «*demandé à LCI de [le] libérer quelques jours pour être auprès de [sa] famille*». «*L'expérience de l'actualité m'a appris que tout pathos est inutile mais je tiens à dire combien je suis blessé par des attaques injustes. J'en suis d'autant plus déterminé*», conclut-il.

De son côté, le groupe TF1 a expliqué au *Figaro* n'avoir eu connaissance d'«*aucun incident de cette nature*» signalé au sein de la rédaction de LCI à l'encontre du journaliste. Le média «*rappelle être très attaché à la présomption d'innocence, suit très attentivement cette affaire et prendra les mesures qui s'imposent selon son évolution. L'entreprise, qui sensibilise régulièrement ses collaborateurs, rappelle mener une politique active contre toute forme de harcèlement*».

La direction de RTS se dit «consternée par la gravité et l'ampleur des faits reprochés»

Parmi les exemples repérés par les auteurs figure également «Robert», un cadre toujours en poste et accusé, entre 2005 et 2015, de nombreux actes répréhensibles par «une quinzaine d'employés du service public». Harcèlement sexuel, SMS suggestifs, envoi de lettres «vicieuses»... Les actions de ce cadre entraînent une dégradation du cadre de travail, provoquent des burn-out d'employés et il finit par être écarté par sa direction dans un «placard doré», après qu'une employée assure avoir «récolté toutes les preuves (lettres, SMS) du harcèlement sur plus d'un an de la part de Robert à son encontre et demande des actes».

La direction de RTS, quant à elle, nous assure être «consternée par la gravité et l'ampleur des faits reprochés. Si ces faits sont avérés, la RTS les condamne avec la plus grande fermeté.» Elle ajoute : «La RTS rejette fermement toute accusation de laxisme dans la gestion des cas de harcèlement ou de protection de ses collaborateurs. Les cas portés à la connaissance de la direction sont toujours traités avec diligence et de manière professionnelle, y compris avec le recours à des enquêtes externes.»

Concernant Darius Rochebin, la direction indique avoir été uniquement informée «des faux profils». «Nous allons vérifier toutes les informations figurant dans cet article, réexaminer ses processus internes et prendre toutes les mesures nécessaires pour les améliorer le cas échéant», ajoute notre source, défendant les outils mis en place au sein de l'entreprise pour «libérer la parole (...) et signaler tous cas problématiques».

«Plusieurs rédactions ont travaillé ces dernières années sur les manquements de l'institution RTS au sujet d'affaires similaires, sans jamais toutefois aboutir. Si nous y parvenons aujourd'hui, c'est au prix

d'un travail acharné et d'une minutieuse collecte de faits», explique Le Temps dans un éditto cinglant. Le quotidien, qui défend ses «trois courageux journalistes», juge que leur enquête a un «intérêt public» : «tout a été fait pour mettre sous cloche des comportements inacceptables» au sein de RTS, et le journaliste Darius Rochebin, l'une des anciennes figures de proue du groupe, n'a «pas été à la hauteur» de sa réputation de «modèle pour la profession et le grand public».